

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1059 le 13 janvier 2019

Dans ce numéro

Un des cerveaux présumés de l'attentat contre l'USS Cole tué dans une frappe aérienne américaine au Yémen...

(Page 2)

Les médias nigériens appelés à la retenue dans leurs articles relatifs à Boko Haram...

(Page 3)

En Somalie, multiplication des frappes américaines contre des membres présumés d'Al-Shabaab...

(Page 4)

En Pologne, un employé de Huawei accusé d'espionnage au profit de la Chine...

(Page 5)

En Russie, développement d'un missile de croisière à capacité nucléaire d'une portée supérieure à 4 500 km...

(Page 6)

À Londres, un hacker condamné à 32 mois de prison pour avoir mené une cyberattaque contre une société du Liberia...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Les autorités mozambicaines accusées de censurer la couverture médiatique de l'insurrection islamiste...

Plusieurs ONG de défense des droits de l'Homme ont exigé la remise en liberté d'un journaliste mozambicain arrêté la semaine dernière dans la province du Cabo Delgado en proie depuis un an à une violente insurrection islamiste. Selon le Comité de protection des journalistes (CPJ) et Amnesty International, Amade Abubacar, qui travaille pour une radio de la région, *Rádio e Televisao Comunitária Nacedje de Macomia*, a été interpellé le 5 janvier par la police alors qu'il interrogeait les habitants d'un village attaqué par des islamistes. Il est détenu depuis dans une prison militaire, sans contact avec l'extérieur, selon les deux organisations. « Les autorités mozambicaines doivent immédiatement libérer Amade Abubacar et cesser de censurer la couverture de l'insurrection en arrêtant et accusant les journalistes de collusion avec les islamistes » a déclaré la coordinatrice du CPJ pour l'Afrique, Angela Quintal, dans un communiqué publié mercredi. « Le gouvernement devrait plutôt essayer de comprendre les raisons de ces violences et prendre des mesures pour protéger la population » a renchéri Tigere Chagutah, un des responsables d'Amnesty pour l'Afrique australe. Depuis plus d'un an, un groupe djihadiste sème la terreur dans la province du Cabo Delgado, en multipliant les attaques meurtrières contre la population et les forces de l'ordre. Plus d'une centaine de civils ont été tués lors de ces raids et des milliers d'autres contraints de quitter leurs villages, systématiquement incendiés. Le mois dernier, un autre journaliste mozambicain, un membre d'Amnesty et leur chauffeur avaient été détenus deux jours dans le Cabo Delgado, avant d'être relâchés. Le président mozambicain Filipe Nyusi a répété à de nombreuses reprises sa détermination à neutraliser les islamistes.

(Africa N°1, le 10-01-2019)

Les renseignements recueillis par l'armée utilisés pour adapter l'entraînement des forces taiwanaises..

Le ministère de la Défense a présenté aujourd'hui les quatre principales parties des exercices des forces armées pour 2019, à savoir le renforcement des capacités de défense en général, la grande manœuvre annuelle *Han Kuang*, les exercices conjoints anti-débarquement et les exercices conjoints anti-parachutage. Selon Yeh Kuo-hui, chef du département des combats conjoints, ces exercices sont basés sur les renseignements concernant les ennemis. « Nous disposons de moyens pour collecter des renseignements sur les ennemis. Nous sommes pleinement informés des activités des troupes communistes chinoises par le bureau des renseignements de l'armée. Ces informations nous servent à planifier les situations hypothétiques pour programmer nos exercices » a souligné l'officier. Rappelons que dernièrement dans son « discours adressé aux compatriotes taiwanais » le président chinois Xi Jinping a affirmé que Pékin n'exclut pas l'utilisation de la force pour réaliser la réunification avec Taïwan.

(Radio Taïwan, le 09-01-2019)

Un des cerveaux présumés de l'attentat contre l'USS Cole tué dans une frappe aérienne américaine au Yémen...

Des responsables militaires américains ont confirmé la mort dans une frappe aérienne la semaine dernière au Yémen de Jamal Al-Badawi un des cerveaux présumés de l'attentat contre l'USS Cole qui avait coûté la vie à dix-sept marins américains en 2000. Dans un *Tweet* hier le président Trump a déclaré que l'armée américaine a rendu justice aux héros tués et blessés dans la lâche attaque contre l'USS Cole. Il a assuré que la lutte des États-Unis contre Al-Qaïda se poursuivra.

(La voix de l'Amérique, le 07-01-2019)

Le président américain Donald Trump a confirmé dimanche que l'armée américaine avait tué Jamal Al-Badawi, un agent d'Al-Qaïda responsable d'une attaque à la bombe contre un navire de guerre américain en 2000. M. Trump a confirmé le décès de Badawi sur *Twitter*. « Notre grande armée a rendu justice aux héros qui ont été tués et blessés dans la lâche attaque commise contre l'USS Cole » a-t-il indiqué. « Nous ne cesserons jamais notre lutte contre le terrorisme islamiste radical » a-t-il ajouté. Le Commandement central des États-Unis au Yémen a également indiqué que Badawi avait été tué le 1er janvier par une frappe de précision dans la province yéménite de Marib. Jamal Al-Badawi serait l'un des principaux organisateurs de l'attaque à la bombe commise en octobre 2000 contre le destroyer américain USS Cole dans le port yéménite d'Aden. Cet attentat suicide, commis à l'aide d'une embarcation chargée d'explosifs, avait tué dix-sept marins américains et en avait blessé trente-neuf autres.

(Radio Chine internationale, le 07-01-2019)

Deux journalistes ayant rédigé des articles sur Boko Haram arrêtés par les forces de sécurité nigérianes...

Au Nigeria, les forces de sécurité ont arrêté hier deux journalistes et saisi leurs ordinateurs et portables à Maïduguri dans le nord-est pour des articles sur l'insurrection djihadiste de Boko Haram. Des sources au sein de leur rédaction ont également évoqué des « descentes » de soldats armés dans les bureaux de leur journal le *Daily Trust* à Abuja et à Lagos. Ce raid serait une réponse à un article racontant les préparatifs de l'armée pour reprendre la ville de Baga dont Boko Haram s'est emparé la semaine dernière dans le nord-est, a dit une des sources. Pas de commentaires dans l'immédiat côté autorités militaires.

(La voix de l'Amérique, le 07-01-2019)

L'armée nigériane a été accusée lundi d'atteinte à la liberté de la presse après une « descente » dans un journal mais les militaires se sont justifiés en déclarant que le *Daily Trust* avait compromis la sécurité nationale en publiant les détails de futures opérations contre les islamistes de Boko Haram. Des soldats, des agents des services de renseignement et des paramilitaires ont fait irruption dimanche dans les bureaux du quotidien dans la ville de Maïduguri, dans le nord-est, à Abuja, la capitale et dans la métropole économique de Lagos. Des ordinateurs ont été saisis et deux journalistes de Maïduguri ont été arrêtés à la suite d'un article publié en première page sur des plans militaires visant à reprendre aux insurgés la ville de Baga, sur les rives du lac Tchad. Le porte-parole de l'armée, le général Sani Usman, a déclaré que le quotidien avait divulgué des informations militaires classifiées, portant ainsi atteinte à la sécurité nationale. Il a ajouté que ces informations avaient donné aux islamistes armés une « alerte précoce » et qu'en conséquence il a saboté les opérations prévues, mettant la vie des troupes en danger. « Les agents de l'État ont seulement voulu inviter ceux qui sont à l'origine des informations à discuter de leurs implications » a-t-il ajouté dans un communiqué dimanche soir. Cette opération militaire a provoqué des condamnations dans les médias sociaux et des comparaisons avec la répression sous les décennies de régime militaire, dont la période des années 1980 où l'actuel chef de l'État, l'ex-général Muhammadu Buhari, dirigeait déjà le Nigeria. En 2018, le Nigeria occupait le 119e rang du classement mondial de la liberté de la presse de l'ONG Reporters sans frontières (RSF). Le rédacteur en chef du *Daily Trust*, Mannir Dan-Ali, a condamné le raid de dimanche comme illégal et a déclaré que la confrontation au siège du journal à Abuja avait duré cinq heures. La coordinatrice du programme Afrique du Comité pour la protection des journalistes, Angela Quintal, a déclaré que cette décision était scandaleuse et constituait une violation flagrante des droits des médias et des citoyens. Amnesty International Nigeria a déclaré de son côté que les autorités avaient l'obligation de protéger la liberté de la presse comme le prévoient la Constitution et les lois internationales relatives aux droits de

l'Homme. La veille du nouvel An, le *Daily Trust* avait déjà publié un article sur la prise de contrôle par Boko Haram de six localités dans l'État du Borno, dont Baga, contestant les affirmations de l'armée selon lesquelles les djihadistes ne contrôlaient aucun territoire de la région. Cette offensive s'inscrit dans le cadre d'une série d'attaques imputées ou revendiquées par la faction de Boko Haram soutenue par le groupe État islamique, l'ISWAP, contre des objectifs militaires depuis six mois. Elles ont souvent obligé les soldats à battre en retraite.

(Africa N°1, le 07-01-2019)

Les médias nigériens appelés à la retenue dans leurs articles relatifs à Boko Haram...

Au Nigeria, le gouvernement appelle les médias à la retenue dans la couverture du groupe Boko Haram et ce après que l'armée a effectué une descente contre un journal accusé d'avoir divulgué des informations sensibles. Les médias doivent trouver un juste équilibre entre la liberté de diffuser des informations et la sécurité nationale, a déclaré le ministre de l'Information Lai Mohammed. Il a prévenu que les médias doivent faire preuve de retenue dans la couverture de l'insurrection. Des soldats et des agents des services de renseignement ont fait irruption dimanche dans les bureaux du *Daily Trust* à Maïduguri, Abuja et à Lagos. Ils ont saisi des ordinateurs et deux journalistes ont été arrêtés. Le quotidien avait publié un article en première page sur des plans militaires pour reprendre aux insurgés la ville de Baga sur les rives du lac Tchad. Cette ville a été temporairement prise par les djihadistes le 27 décembre. Les assaillants avaient mis en déroute en quelques heures quelque 500 soldats de la force multinationale mixte. Le porte-parole de l'armée, le général Sani Usman a accusé le *Daily Trust* d'avoir divulgué des informations militaires classifiées qui ont donné aux islamistes une « alerte précoce » et ont saboté les opérations en mettant en danger la vie des troupes.

(La voix de l'Amérique, le 09-01-2019)

Les villages du nord-est du Nigeria infiltrés par des membres présumés de Boko Haram...

Les combattants du groupe djihadiste Boko Haram forcent les civils à quitter leurs foyers dans le nord-est du Nigeria, a affirmé jeudi l'armée nigérienne, dans un contexte de recrudescence des violences. Le porte-parole de l'armée Onyema Nwachukwu a dit dans un communiqué avoir des informations crédibles selon lesquelles les djihadistes ont infiltré des villages aux alentours de la capitale de l'État du Borno, Maïduguri. « Ils menacent des habitants innocents et les incitent à quitter leurs maisons » affirme l'armée. Mercredi, les Nations unies ont révélé que plus de 30 000 personnes étaient venues se réfugier à Maïduguri, fuyant les violences entre l'armée et Boko Haram dans la région de Baga et Monguno. Cette annonce est un camouflet pour le gouvernement nigérian et l'armée, qui ne cessent de répéter que la situation est sous contrôle dans la région du Lac Tchad, malgré des attaques constantes contre les bases militaires, qui ont fait des dizaines voire des centaines de morts parmi les soldats. Un membre des milices civiles, qui combattent Boko Haram aux côtés de l'armée, a expliqué à l'AFP que les combattants avaient prévenu les civils d'une attaque sur le village de Jakana, ainsi qu'à Mainok, sur la route entre Maïduguri et Damaturu, État de Yobe. Les civils du nord-est du Nigeria sont au cœur d'un conflit qui a fait 27 000 morts depuis 2009, et pris en étau entre les insurgés et l'armée, souvent accusée de commettre des exactions et violations des droits de l'Homme. Dans son communiqué, le porte-parole insiste d'ailleurs sur le fait que toute personne ne donnant pas d'informations sur les mouvements des combattants sera considérée elle-même comme terroriste. L'ONU estime que plus de 1,7 million de personnes ne peuvent toujours pas regagner leur foyer, la grande majorité d'entre elles vivant dans des camps de déplacés et dépendant exclusivement de l'assistance humanitaire pour leur survie.

(Africa N°1, le 10-01-2019)

Douze civils tués par des djihadistes présumés dans le nord du Burkina Faso...

Douze civils burkinabés ont été tués jeudi à Gasseliki, village de la région du Sahel, dans une attaque terroriste, a annoncé vendredi le ministère de la Sécurité dans un communiqué. « Une trentaine d'individus armés ont perpétré le jeudi 10 janvier 2019, en milieu de journée, une attaque terroriste dans le village de Gasseliki. Cette attaque a fait douze morts et deux blessés » affirme le communiqué. Cette zone est en proie à des attaques djihadistes récurrentes. « Un grenier, une charrette et six boutiques ont également été incendiés » note le communiqué, ajoutant que cinq motocyclettes et plusieurs bœufs ont aussi été emportés par les terroristes qui ont vite fait de se fondre dans la nature après leur forfait. « Des dispositions ont été prises pour un ratissage afin d'interpeller les assaillants » conclut le texte. « Le groupe de terroristes a saccagé des boutiques de commerçants et a tiré sur les

gens qui s'étaient réunis pour le marché hebdomadaire » a déclaré à l'AFP une source locale.
(Africa N°1, le 12-01-2019)

En Somalie, multiplication des frappes américaines contre des membres présumés d'Al-Shabaab...

L'armée américaine a annoncé mercredi avoir mené une nouvelle frappe en Somalie, la quatrième depuis le début de l'année, bien que le président Donald Trump ait affirmé qu'il souhaitait suspendre les opérations militaires à l'étranger. Les forces américaines ont mené mardi une frappe aérienne contre un camp d'islamistes shabaab à proximité de Yaaq Braawe (sud-ouest), tuant six islamistes et détruisant un véhicule, a indiqué dans un communiqué le commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM). C'était la troisième frappe américaine en trois jours contre des shabaab. L'armée des États-Unis a annoncé mardi avoir tué la veille quatre combattants shabaab à proximité de Baqdaad, non loin de Mogadiscio, et une frappe près de Dheerow Sanle (sud-ouest) avait tué six shabaab dimanche. Elle avait indiqué le 3 janvier avoir tué le jour précédent dix combattants shabaab à proximité de Dheerow Sanle. À chaque annonce, l'armée américaine a souligné que l'objectif des États-Unis et de leurs alliés - le gouvernement fédéral somalien et la force de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) - était d'empêcher les shabaab de s'installer dans des lieux où ils pouvaient trouver refuge pour préparer et diriger des attaques terroristes, voler l'aide humanitaire, extorquer de l'argent à la population locale pour financer ses opérations, et abriter des terroristes. « L'armée américaine continuera à coopérer avec ses partenaires pour transférer la responsabilité à long terme de la sécurité en Somalie de l'AMISOM au gouvernement fédéral somalien » a assuré l'AFRICOM mercredi. Pourtant, selon la chaîne américaine NBC, M. Trump a demandé au Pentagone de réduire nettement les opérations militaires en Somalie. M. Trump a décidé en décembre de retirer toutes les troupes américaines déployées en Syrie et envisage aussi de réduire les effectifs en Afghanistan. « Les États-Unis ne peuvent pas continuer à être le gendarme du monde » a-t-il dit fin décembre en Irak. « Nous sommes éparpillés à travers le monde. Nous sommes dans des pays dont la majorité des gens n'ont même pas entendu parler. Franchement, c'est ridicule ». Peu après son arrivée au pouvoir, le milliardaire avait étendu les pouvoirs des militaires américains pour mener des frappes dans ce pays de la Corne de l'Afrique miné par la guérilla des shabaab, qui ont juré la perte du fragile gouvernement central soutenu par la communauté internationale et par les 22 000 hommes de l'AMISOM. Chassés de Mogadiscio en 2011, les shabaab, qui sont affiliés à Al-Qaïda, ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats suicide y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires ou civils.
(Africa N°1, le 10-01-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Paul Manafort accusé d'avoir partagé des sondages avec un Russe soupçonné d'être lié aux services de renseignement...

À Washington, selon des documents judiciaires rendus publics mardi, l'ex-directeur de campagne de M. Trump, Paul Manafort, avait partagé des sondages avec Konstantin Kilimnic un Russe soupçonné d'être lié aux services de renseignement de Moscou, avant la présidentielle de 2016.
(La voix de l'Amérique, le 09-01-2019)

Pas de plan prévoyant un échange d'espions entre Moscou et Washington, selon Dimitri Peskov...

Le porte-parole du Kremlin, Dimitri Peskov, a déclaré mercredi qu'il n'était pas au courant d'un plan prévoyant l'échange de l'espion américain présumé, Paul Whelan, contre l'agent russe Maria Butina, actuellement emprisonnée aux États-Unis. « Je n'ai entendu aucune déclaration à ce sujet, donc je ne peux rien dire » a affirmé M. Peskov aux journalistes. Mais il a assuré que Moscou n'utilisait jamais les gens comme pions dans un jeu diplomatique. « La Russie mène des activités de contre-espionnage contre les auteurs présumés d'espionnage. Cela se fait de manière régulière » a-t-il poursuivi. M. Whelan, ressortissant américain, a été arrêté pour espionnage le 28 décembre à Moscou. Le 31 décembre, le Service fédéral de sécurité (FSB) de Russie a annoncé avoir ouvert une enquête pénale contre M. Whelan. Il a été ensuite découvert que M. Whelan était en possession de passeports canadien, britannique et irlandais. D'après la famille de ce dernier, l'ancien soldat américain âgé de 48 ans se trouvait à Moscou pour participer au mariage d'un ami. Le 13 décembre, Mme Butina a

plaidé coupable devant un tribunal de Washington de complot, reconnaissant avoir agi en tant qu'agent étranger non enregistré pour promouvoir les intérêts de Moscou. Pour le ministère russe des Affaires étrangères, Maria Butina a été forcée d'avouer des choses qu'elle n'a probablement pas faites en raison des conditions insupportables de son incarcération. Moscou considère Mme Butina comme une prisonnière politique et continuera à demander sa libération et son retour en Russie.
(Radio Chine internationale, le 10-01-2019)

En Pologne, un employé de Huawei accusé d'espionnage au profit de la Chine...

Les autorités polonaises en charge de la sécurité ont arrêté un haut responsable d'une filiale locale du géant chinois des télécoms Huawei Technologies, qui est soupçonné d'espionnage. Les autorités ont déclaré vendredi avoir procédé à l'arrestation d'un ressortissant chinois, ainsi que d'un ex-fonctionnaire d'une agence polonaise de sécurité. Les deux hommes sont soupçonnés d'espionnage au bénéfice du gouvernement chinois. Les autorités n'ont pas donné de détails sur les soupçons reposant sur eux, mais ont indiqué avoir procédé à des perquisitions à leur domicile ainsi que dans les bureaux de Huawei en Pologne. Selon la chaîne de télévision officielle polonaise, le ressortissant chinois avait travaillé au consulat de Chine à Gdansk, dans le nord de la Pologne. Il était employé depuis 2011 de la filiale polonaise de Huawei. Les deux hommes nieraient les allégations à leur encontre. Ils encourent une peine maximale de 10 ans de prison. Huawei a déclaré à la *NHK* qu'une enquête interne avait été ouverte, mais qu'aucun commentaire n'était approprié pour l'instant.
(Radio Japon international, le 12-01-2019)

... MILITAIRE ...

Escale roumaine pour le bâtiment de guerre américain USS Fort McHenry...

Le navire de débarquement de la marine américaine, *USS Fort McHenry*, a jeté l'ancre, lundi, dans le port roumain de Constanta pour une escale de trois jours, a annoncé l'état-major de la marine roumaine (SMFN) dans un communiqué de presse. Le *Fort McHenry* est le premier navire de guerre américain à pénétrer en mer Noire depuis que la Russie s'est emparée de trois navires ukrainiens dans le détroit de Kertch, à la fin du mois de novembre. « Au cours de cette escale, le commandement de la flotte recevra la visite des représentants de l'*USS Fort McHenry*, et un détachement du 307e régiment d'infanterie de marine procédera à une visite exploratoire à bord du navire américain » a annoncé le SMFN. Le *Fort McHenry*, un navire de classe *Whidbey Island*, transporte à son bord le 22e Corps expéditionnaire de marine. Le *Fort McHenry* quittera Constanta jeudi, et procédera ensuite à une série d'entraînements conjoints avec la frégate roumaine *Roi Ferdinand* dans les eaux territoriales de Roumanie et dans les eaux internationales de mer Noire. Le dernier navire de guerre américain à se rendre en mer Noire est le destroyer lance-missiles *Carney*, basé en Espagne, qui a effectué le 27 août sa troisième visite de l'année 2018 dans la région. Deux autres destroyers lance-missiles, le *Ross* et le *Porter*, s'étaient également rendus en mer Noire l'an dernier.
(Radio Chine internationale, le 08-01-2019)

En mer Noire, les mouvements de l'USS Fort McHenry surveillés de près par la frégate russe Pytlivy...

La mer Noire est devenue la scène d'une confrontation entre la Russie et les États-Unis. Depuis l'arrivée de l'*USS Fort McHenry* en mer Noire, la frégate russe *Pytlivy* suit à la loupe toutes les actions du navire américain. Le navire de patrouille *Pytlivy* de la flotte russe de la mer Noire surveille les actions du *USS Fort McHenry* de la marine américaine qui est entré dans la mer Noire le 6 janvier, a annoncé le ministère russe de la Défense. Les déplacements du bâtiment de guerre américain *USS Fort McHenry*, sont contrôlés par la frégate *Pytlivy*, selon le ministère russe de la Défense. « La frégate *Pytlivy* de la Flotte de la mer Noire accomplit un ensemble de mesures visant à contrôler les actions du navire de transport de chalands de débarquement de l'US Navy, *USS Fort McHenry* » a révélé le ministère. À partir de 9h30, heure locale, le navire avec 500 fusiliers marins à son bord, a jeté l'ancre dans le port roumain de Constanta.
(Press TV, le 08-01-2019)

En Corée du Sud, un nouveau commandement militaire pour superviser toutes les opérations en première ligne.....

L'armée de terre a créé, aujourd'hui, un nouveau commandement qui supervisera essentiellement

toutes les opérations en première ligne. Il s'agit d'une grande unité regroupant deux commandements, l'un pour la partie orientale de la frontière et l'autre pour le front ouest. La majorité des troupes de campagne postées loin de la frontière seront dorénavant placées, elles aussi, sous son autorité. Le nouveau commandement jouera en parallèle le rôle de celui de la composante terrestre sud-coréano-américaine en cas de transfert, de Washington à Séoul, du contrôle opérationnel (OPCON) des troupes sud-coréennes en temps de guerre. Hier, la veille de sa création, le président de la République a remis à son premier commandant en chef le drapeau de l'unité qui permettra, selon l'armée, de renforcer les capacités de combat, bien que le nombre des troupes et des effectifs soient partiellement réduits.
(KBS World Radio, le 09-01-2019)

En Russie, développement d'un missile de croisière à capacité nucléaire d'une portée supérieure à 4 500 km...

La Russie développe actuellement le missile de croisière *Kalibr-M* d'une portée de plus de 4 500 km, capable de transporter une ogive conventionnelle ou nucléaire, a rapporté mardi l'agence de presse TASS. Le nouveau missile, version actualisée du missile de croisière *Kalibr* en service, sera placé sur les navires à large surface et les sous-marins nucléaires d'ici à 2027, selon une source de l'industrie militaire citée par l'agence TASS. Le ministère de la Défense a financé la création du missile, qui possédera une ogive plus grande, près d'une tonne, et est conçu pour détruire les cibles terrestres. La portée du missile *Kalibr* actuel est d'environ 2 000 km et il peut voler à une vitesse subsonique. La marine russe en Méditerranée a utilisé ces missiles pour frapper les terroristes de l'État Islamique en Syrie.

(Radio Chine internationale, le 09-01-2019)

Taïwan prévoit une série d'exercices militaires d'envergure visant à se défendre contre une éventuelle « invasion chinoise »...

Les chefs militaires taïwanais ont annoncé la tenue de nouvelles manœuvres militaires d'envergure visant à défendre l'île contre une éventuelle « invasion chinoise ». L'armée taïwanaise a annoncé une série d'exercices militaires à grande échelle pour contrer la nouvelle menace de la Chine d'utiliser la force pour prendre le contrôle de l'île. Alors que les forces armées taïwanaises organisent régulièrement de tels exercices, les manœuvres de cette année annoncées, ce mercredi 9 janvier, sont en cours d'élaboration sur la base de la tactique récemment adoptée pour se défendre contre une éventuelle invasion chinoise, a déclaré le chef de la planification du ministère de la Défense, le général Yeh Kuo-hui. Le président chinois a affirmé mercredi dernier que l'indépendance de Taïwan mènerait à un terrible désastre, sans manquer de dire que la Chine n'excluait pas de recourir à la force. Il s'est toutefois dit disposé à œuvrer à une réunification pacifique entre les deux pays.

(Press TV, le 09-01-2019)

Série d'exercices militaires pour les bâtiments de guerre russes déployés en Méditerranée...

En Syrie, des sources locales font état de la concentration d'une dizaine de navires de guerre russes au large de la Syrie. L'agence de presse russe *Sputnik* a rapporté ce mercredi qu'au cours du mois de janvier, la marine russe effectuera plusieurs tirs de missiles depuis ses navires stationnés en Méditerranée orientale au large de la Syrie. Ces exercices militaires auront lieu en quatre temps, les 9-10, les 16-17, du 23 au 24 et du 30 au 31 janvier 2019, selon l'agence.

(Press TV, le 10-01-2019)

Des systèmes d'armes russes et chinois remarquables lors des manœuvres militaires algériennes Borkhane 2019...

Le ministère algérien de la Défense a émis un communiqué pour annoncer que l'Armée nationale populaire algérienne avait réalisé lundi des exercices à balles réelles à l'occasion des manœuvres *Volcan 2019*, aussi appelées *Borkhane 2019*. Selon *Sputnik*, les exercices se sont déroulés à Sidi-Bel-Abbès, dans la 2e région militaire du pays. Participaient à la manœuvre les unités de la 8e division blindée et de la 36e brigade d'infanterie motorisée. Deux nouveaux équipements apparaissaient aussi lors de la manœuvre : le véhicule russe de reconnaissance et d'engagement doté d'un système de missiles antichar *Kornet EM* et le mortier blindé chinois autopropulsé *SM-4*, fabriqué par la société Norinco. Le *Kornet EM* a démontré plus d'une fois son efficacité dans la destruction de cibles, aussi bien au sol que dans les airs, y compris des drones furtifs. Le système antichar *Kornet EM* permet à son utilisateur de repérer les blindés ennemis à une distance de 10 km, 24 heures sur 24 et par tout

temps, qu'il pleuve ou qu'il neige. Le suivi du matériel ennemi est réalisé par plusieurs systèmes : des caméras thermiques et de télévision à grand champ et à champ réduit, et un télémètre laser. Le système utilise le mode « tire et oublie ». La tâche de l'opérateur consiste donc à verrouiller la cible. Par la suite, il n'intervient pratiquement pas dans le fonctionnement du système. Quant au mortier blindé autopropulsé SM-4, le véhicule est construit sur la base du châssis du transporteur blindé de troupes 6x6 WZ551 de Norinco. « Il dispose d'une cabine arrière contenant un mortier de 120 mm escamotable, totalement motorisé, un système de chargement automatique, un compartiment pour munitions et un système de tir assisté par ordinateur » a indiqué l'article de *Menadefense* en date du 8 janvier 2019. Le site d'information militaire a précisé que le système de tir dont est équipé le SM-4 permet de calculer à l'avance les trajectoires de la cible puis de tirer instantanément grâce à son déploiement rapide, ajoutant que le véhicule a la capacité de se replier en quelques secondes et ce avant l'arrivée du tir de contre-batterie. Par ailleurs, la portée des obus lancés varie selon le type utilisé entre 7 et 13 km. Il a souligné aussi que le blindé, pouvant atteindre une vitesse de 100 km/h, se déplace très facilement grâce à sa taille et à ses six roues motrices.
(*Press TV, le 11-01-2019*)

... CYBERGUERRE ...

En Allemagne, arrestation d'un pirate informatique soupçonné d'être l'auteur de la récente fuite massive de données...

Selon un communiqué de l'Office fédéral de la police criminelle (Bundeskriminalamt, BKA), les autorités allemandes ont arrêté le pirate informatique responsable de la récente fuite massive de données, un citoyen allemand vivant dans le Land de Hesse. Ce citoyen allemand âgé de 20 ans est soupçonné d'avoir espionné les données personnelles de responsables politiques, de journalistes et de personnalités publiques. Il pourrait être accusé de vol et de publication illégale de données privées. D'après le communiqué du BKA, des policiers ont perquisitionné dimanche le domicile du suspect, situé dans le centre de la Hesse. L'accusé a été interrogé lundi et a largement reconnu les accusations portées contre lui. Le suspect a avoué avoir agi seul et il n'y a d'ailleurs aucune preuve d'une participation d'une tierce partie. Selon la déclaration du BKA, il était motivé par sa colère devant les déclarations publiques des hommes politiques, des journalistes et des personnalités publiques concernées. C'est le 4 janvier qu'il avait été révélé que les données personnelles de centaines de politiciens, journalistes et célébrités allemands avaient été téléchargées via *Twitter*. Les médias locaux avaient alors qualifié l'incident de plus grande fuite de données de l'histoire allemande. Le BKA a précisé que l'accusé avait été libéré lundi soir en raison de l'absence de motif de détention. Les preuves saisies, notamment des ordinateurs et des supports de données, font actuellement l'objet d'une évaluation complète.

(*Radio Chine internationale, le 09-01-2019*)

À Londres, un hacker condamné à 32 mois de prison pour avoir mené une cyberattaque contre une société du Liberia...

Un hacker britannique a été condamné vendredi à 32 mois de prison par un tribunal londonien pour avoir mené en 2016 une cyberattaque contre le principal opérateur de téléphonie mobile et fournisseur d'accès internet au Liberia, Lonestar MTN. Daniel Kaye, 30 ans, avait été payé 30 000 dollars par une tierce partie travaillant pour une entreprise de télécommunications concurrente, Cellcom. Il avait élaboré un *botnet*, réseau d'ordinateurs utilisés à l'insu de leurs propriétaires pour des activités illégales, afin de lancer une attaque DDoS, consistant à rendre un serveur indisponible en le surchargeant de requêtes. Selon Lonestar, l'attaque lui a coûté des dizaines de millions de dollars. « Vous avez été payé par une entreprise concurrente pour perturber et saper les activités légitimes de Lonestar » a déclaré le juge Alexander Hugh Milne en prononçant son jugement. Il a dénoncé une attaque cynique et motivée par l'argent. « Vous êtes un jeune homme intelligent, talentueux et doué » a poursuivi le juge en s'adressant au prévenu, un hacker autodidacte. « Cela rend d'autant plus inquiétante l'utilisation de vos compétences en vue de commettre cette cyberattaque ». En juillet 2017, Daniel Kaye avait été condamné en Allemagne à 20 mois de prison avec sursis pour tentative de sabotage informatique. Selon la police allemande, le but de l'attaque était de prendre le contrôle de routeurs de Deutsche Telekom, devant servir à attaquer la société libérienne visée. Le groupe allemand, dont les routeurs ont été saturés par l'attaque, n'était donc pas la véritable cible du hacker britannique. Il a tout de même évalué à environ 2 millions d'euros les dégâts causés, et 1,25 million de ses clients ont été affectés à l'époque par une panne. Après sa condamnation en Allemagne, Kaye

avait été extradé vers le Royaume-Uni, où il était également accusé d'avoir attaqué la banque britannique Lloyds et de l'avoir soumise à un chantage. Ces charges ont été abandonnées.
(Africa N°1, le 12-01-2019)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Washington s'oppose à la vente à la Croatie d'avions de combat F-16 modifiés par Israël...

L'administration Trump s'est opposée à un accord d'armement à hauteur de 500 millions de dollars entre Israël et la Croatie, pour la vente de 12 avions de combat F-16 fabriqués aux États-Unis, rénovés et modernisés par Israël. C'est une situation très rare après deux ans de relations extrêmement étroites entre Israël et l'administration Trump, notamment en matière de coopération militaire et de défense. Des responsables américains étaient furieux qu'Israël améliore les anciens F-16 avec de nouveaux systèmes électroniques sophistiqués fabriqués par les Israéliens afin de persuader les Croates d'acheter les avions à réaction d'Israël et non des États-Unis, rapporte le site *Axios*. Les représentants israéliens et croates ont confirmé que l'accord était « mort » à la suite d'une réunion à Zagreb, a rapporté *Sputnik*. Le directeur général du ministère israélien des Affaires militaires, Udi Adam, a imputé la rupture de l'accord à « des problèmes inattendus et qui ne sont pas sous le contrôle des pays » selon un communiqué publié par le *Jerusalem Post*. « Israël nous a officiellement informés qu'il ne pouvait pas obtenir l'approbation des États-Unis pour la livraison des avions en Croatie » a déclaré jeudi à la presse le ministre croate de la Défense, Damir Krsticevic. « Qui paiera la conversion ? C'est aux États-Unis et à ses sous-traitants, Lockheed Martin, d'effectuer le travail, car ce sont eux qui possèdent la technologie et la propriété intellectuelle de l'avion. Les deux parties doivent donc obtenir l'accord de Lockheed Martin pour effectuer le transfert » avait déclaré l'ambassadeur américain en Croatie, Robert Kohorst, en décembre. Cités par *Reuters*, des médias croates font savoir que des sociétés de défense américaines se sont plaintes de la mise à niveau de l'avion par Israël, privant ainsi Lockheed de la possibilité de moderniser ses avions et de les entretenir.

(Press TV, le 11-01-2019)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67